



Faire réussir les lycéens sans grande réforme

La crise des banlieues appelait une mobilisation générale pour l'égalité des chances : c'est chose faite en Seine-Saint-Denis

Quatre lycées : Jean-Renoir à Bondy, Alfred-Nobel à Clichy-sous-Bois, Jacques-Feyder à Epinay-sur-Seine, Auguste-Blanqui à Saint-Ouen.

Huit établissements d'enseignement supérieur : les universités Paris-Sorbonne (Paris-IV), Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), Paris-Nord (Paris-XIII), l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de Paris, Télécom Paris (École nationale supérieure des télécommunications), l'École Estienne, l'Institut national du patrimoine, Sciences Po.

Dix-neuf entreprises parmi lesquelles Air France, Axa, BNP-Paribas, Bouygues, EDF, Fnac, France Télécom, Gaz de France, IBM, Lagardère, L'Oréal, PPR, RATP, RMC-BFM, Schneider Electric, SNCF, Total.

L'Etat et la région Ile-de-France.

Un objectif : mobiliser des acteurs représentant toutes les forces de notre pays pour donner l'envie et les moyens de réussir aux lycéens de Seine-Saint-Denis, pour leur montrer que la société est prête à leur reconnaître toute la place à laquelle leur volonté et leurs mérites intellectuels leur donnent droit.

Il ne s'agit ni d'une « réforme du lycée », ni d'une « réforme des programmes », ni d'une « réforme du bac ».

Il s'agit d'un projet expérimental qui sera mis en œuvre dès l'actuelle rentrée scolaire et bénéficiera à tous les élèves des quatre lycées, avec une mobilisation particulière d'une centaine d'enseignants volontaires dans 17 secondes générales et BEP, soit près de 500 élèves.

D'où vient le projet ? C'est une initiative d'acteurs de terrain de l'éducation nationale : professeurs, proviseurs, mais aussi acteurs associatifs et professionnels de la formation et de l'accompagnement des jeunes, qui se sont constitués en collectif et ont travaillé pendant trois mois, de novembre 2005 à janvier 2006.

Quel est ce projet ? Tout simplement prendre exemple sur ces professeurs, ces conseillers principaux d'éducation, ces

proviseurs, ces acteurs associatifs qui, partout en France, se battent tous les jours pour faire réussir le plus grand nombre d'élèves possible. Pour lutter contre les clichés négatifs attachés à leur lycée, pour convaincre les parents de ne pas chercher à échapper à la carte scolaire par peur de ne pas donner à leurs enfants la meilleure éducation possible.

Identifier les initiatives de ces acteurs de terrain, leurs innovations, leurs méthodes. Les analyser pour comprendre pourquoi elles atteignent leurs objectifs. Les réunir en un « projet-cadre » de lycée public, polyvalent et accueillant tous les collégiens du secteur scolaire concerné. C'est ce « projet-cadre », en quelque sorte un « recueil des bonnes pratiques », qu'ont adopté au début de l'été les conseils d'administration des lycées Alfred-Nobel, Jean-Renoir, Jacques-Feyder et Auguste-Blanqui.

Qu'y a-t-il d'expérimental dans ce projet ? Des professeurs volontaires, soudés en équipe. Des emplois du temps permettant aux élèves et professeurs de travailler ensemble pas seulement dans la salle de classe. Des liens forts entre filières générales, technologiques et professionnelles noués grâce à des enseignements et des projets communs, des passages facilités d'une filière à l'autre permettant des choix d'orientation positifs et non par défaut ou relégation. Un tutorat proposé à chaque élève et assuré par un adulte (étudiant, cadre d'entreprise, fonctionnaire, professeur). Un accompagnement scolaire obligatoire organisé le soir, le samedi, pendant les congés scolaires, afin que tous les élèves puissent trouver au sein du lycée ce que d'autres obtiennent sous forme de « petits cours » payants. Des bilans de compétence en début d'année scolaire et des évaluations qui permettent de valider les connaissances et d'identifier celles qui restent à acquérir.

En somme, un parcours individualisé et progressif. Une véritable intégration de la pratique sportive et de l'enseignement culturel et artistique dans le projet éduca-



tif. Des équipes de professeurs articulant leur champ disciplinaire pour favoriser l'interdisciplinarité.

Que vont apporter les établissements d'enseignement supérieur ? En appui des professionnels de l'orientation au sein des lycées, ils vont proposer, dès le début de la classe de seconde, des informations précises, concrètes, actuelles sur les cursus post-bac et la réalité des ouvertures professionnelles auxquels ils conduisent. Recevoir les lycéens, leur proposer d'assister aux cours, aux TD, leur faire rencontrer des professeurs et des chercheurs, des étu-

L'expérimentation n'apporte pas de révolution pédagogique. Mais elle vise la mutualisation des progrès

dants, pour développer leur curiosité et rendre concret l'enseignement supérieur. Associer enseignants du second degré et enseignants du supérieur pour réfléchir aux méthodes d'enseignement. Inviter les universitaires à aller dans les lycées prononcer des conférences sur les sujets qui intéressent tout le monde, élèves, professeurs, parents d'élèves : Pourquoi y a-t-il un tel taux de chômage ? Quels sont les enjeux du pétrole cher ? Comment donne-t-on du sens à sa citoyenneté ? Qu'est-ce que la globalisation ? Pourquoi cette permanence de conflits partout dans le monde ? Proposer aux professeurs des lycées de participer aux actions de formation continue organisées par les établissements d'enseignement supérieur partenaires. Enfin permettre des accès facilités

dans les filières sélectives (IUT, BTS...) aux bacs pro et technologiques les plus méritants.

Que demandent les équipes enseignantes aux entreprises ? De la taxe d'apprentissage et du mécénat bien sûr, pour compléter les financements assurés par l'Etat et la région. Mais plus encore : qu'elles mobilisent leurs cadres pour venir parler avec passion de leurs parcours ou se proposer comme tuteurs ; qu'elles participent à des forums de présentation des secteurs d'activité économique, des métiers, des opportunités d'emploi, des rémunérations ; qu'elles organisent des visites de sites, proposent des stages de longue durée et rémunérés.

L'Etat, et tout particulièrement le recteur de l'académie de Créteil soutiennent fortement l'initiative. La région a débloqué des crédits supplémentaires pour l'équipement des quatre lycées volontaires.

En novembre 2005, des maires de Seine-Saint-Denis avaient appelé à un Pacte républicain tant la situation était grave et urgente. La réponse ici décrite n'est évidemment pas à la hauteur du problème. Elle ne résout pas le problème de l'insuffisance du nombre des lycées en Seine-Saint-Denis pour accueillir dans des conditions convenables tous les adolescents qui sortent avec succès du collège. Mais cette réponse démontre que la mobilisation générale est possible.

Et ensuite ? Certains avaient confondu l'idée de lycée pilote avec celle, totalement contre-productive, de « lycée d'élite ». Avec quatre lycées pilotes dès maintenant, avec la volonté de concrétiser l'ambition de proposer un enseignement de la plus haute qualité dans tous les lycées, l'effet d'entraînement est presque certain.

A la rentrée 2007, seront concernées, en plus des classes de seconde, des classes de première de ces lycées, puis des terminales générales et technologiques en 2008 et des terminales professionnelles en 2009. Le pari est que d'autres lycées rejoindront le projet au fur et à mesure

que ses résultats pourront être évalués. Des lycées du même département. De l'ensemble de l'académie de Créteil. De l'ensemble de la région.

L'expérimentation n'apporte pas de révolution pédagogique. Mais elle vise la mutualisation des progrès. Dans ce but, Sciences Po crée un Centre de recherche, d'expertise et de diffusion de l'innovation (Credi), avec des représentants des lycées, des établissements d'enseignement supérieur ainsi que des chercheurs spécialistes de notre système éducatif. Il s'agit de mettre en valeur les bonnes pratiques, de contribuer à la réussite des actions menées dans les lycées, bref de faciliter les transferts d'expérience, le processus d'extension par capillarité.

Notre action est fondée sur une conviction forte : avec de l'écoute, de l'attention portée aux difficultés, de la reconnaissance pour les réussites, les équipes enseignantes et de direction des lycées sont les meilleurs artisans d'une amélioration, sur le terrain, du système éducatif. ■

Jean-François Bourdon, proviseur du lycée Feyder d'Epinais, **Richard Descoings**, directeur de Sciences Po, **Geneviève Gallot**, directrice de l'Institut national du patrimoine, **Catherine KuhnMunch**, proviseur de l'Ecole Estienne, **Alain Neuman**, président de l'université Paris-XIII, **Daniel Peltier**, proviseur du lycée Nobel de Clichy-sous-Bois, **Marc Peyrade**, directeur de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, **Jean-Robert Pitte**, président de l'université Paris-IV, **Jean-Charles Pomerol**, président de l'université Paris-VI, **Jacques Prost**, directeur de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de Paris, **Jean-Louis Tetrel**, proviseur du lycée Renoir de Bondy, **Henri Theodet**, proviseur du lycée Blanqui de Saint-Ouen.

Le projet-cadre d'établissement est disponible sur le site <http://www.sciences-po.fr/presse/lycee/>